



CABINET JEAN AVIER

COMMISSARIAT AUX COMPTES

50 Cours Mirabeau
13100 Aix-en-Provence
☎ 04 42 91 25 25 📠 04 42 91 25 26
contact@cabinetjeanavier.com
www.cabinetjeanavier.com

ASSOCIATION THEATRE DU JEU DE PAUME

Siège social : 21, rue de l'Opéra
13100 Aix en Provence

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Le président

La Secrétaire

ASSOCIATION THEATRE DU JEU DE PAUME

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée générale de l'association du THÉÂTRE DU JEU DE PAUME,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association du THÉÂTRE DU JEU DE PAUME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

■ Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application par votre association du règlement comptable suivant :

- Règlement ANC n°2022-06 sur la modernisation des états financiers

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 02 juin 2026

Le commissaire aux comptes

Cabinet Jean AVIER SAS


Jean AVIER
Président Associé

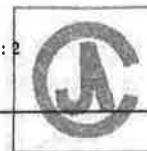


BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement	790 870	790 870	0	0		
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	16 389	16 389				
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	236 788	179 651	57 137	78 741	21 604	27.44
	Installations techniques, matériel et outillage	571 959	495 860	76 099	54 651	21 448	39.25
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	2 460		2 460	2 870	410	14.29
Total II		1 618 466	1 482 769	135 696	136 262	566	0.42
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	49 832		49 832	70 159	20 328	28.97
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	142 723		142 723	193 787	51 064	26.35
	Charges constatées d'avance (2)	19 222		19 222	4 077	15 145	371.51
	Valeurs mobilières de placement						
Comptes de Régularisation	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	551 767		551 767	422 815	128 952	30.50
Total III		763 544		763 544	690 839	72 705	10.52
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 382 010	1 482 769	899 240	827 101	72 139	8.72

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à moins d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	111 089	74 494	36 594	49.12
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	29 384	36 594	65 979	180.30
	Situation nette (sous total)	81 704	111 089	29 384	26.45
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	119 452	119 168	284	0.24
	Provisions réglementées				
	Total I	201 156	230 256	29 100	12.64
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTES ET DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	87 847	52 500	35 347	67.33
	Total III	87 847	52 500	35 347	67.33
PROVISIONS	Provisions pour risques	51 678		51 678	
	Provisions pour charges		52 888	52 888	100.00
	Total IV	51 678	52 888	1 210	2.29
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	208 418	153 418	55 000	35.85
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	107 647	99 739	7 908	7.93
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	199 323	215 705	16 382	7.59
	Produits constatés d'avance	43 170	22 595	20 576	91.06
	Total V	558 559	491 457	67 102	13.65
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	899 240	827 101	72 139	8.72

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)

(2) Dont emprunts participatifs

515 388 468 862



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	679 947		759 669		79 723	10.49
Parrainages	206 761		196 097		10 664	5.44
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	1 515 688		1 636 829		121 141	7.40
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	1 210		82 890		81 680	98.54
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			37 735		37 735	100.00
Utilisations des fonds dédiés	34 653				34 653	
Autres produits	521		966		445	46.06
Total I	2 438 779		2 714 186		275 407	10.15
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	6 145		6 485		340	5.24
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	1 034 621		1 226 414		191 792	15.64
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	26 056		30 364		4 308	14.19
Salaires et traitements	703 922		654 766		49 157	7.51
Cotisations sociales	277 781		272 766		5 015	1.84
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	40 915		64 320		23 406	36.39
Dotations aux provisions			52 888		52 888	100.00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés	70 000		52 500		17 500	33.33
Autres charges	318 172		329 038		10 867	3.30
Total II	2 477 611		2 689 541		211 929	7.88
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	38 832		24 645		63 478	257.56

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	9 500		11 990		2 490	20.77
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	9 500		11 990		2 490	20.77
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	52		41		11	27.56
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV	52		41		11	27.56
2. Résultat financier (III-IV)	9 448		11 949		2 501	20.93
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	29 384		36 594		65 979	180.30
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	2 448 279		2 726 176		277 897	10.19
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 477 664		2 689 582		211 918	7.88
5. EXCEDENT OU DEFICIT	29 384		36 594		65 979	180.30



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 899 240.21 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 438 779.20 Euros et dégageant un déficit de 29 384.48- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Augmentation du nombre de représentations et du taux de fréquentation

62 représentations ont été données au Théâtre du Jeu de Paume en 2025, soit 7 de plus qu'en N-1, avec un taux de remplissage moyen avoisinant les 90% sur l'exercice, et notamment des pics dépassant les 94 % sur certains spectacles comme La Note, Le Misanthrope ou le Château des Carpathes.

La variation sur l'exercice est essentiellement relative à la progression du nombre de représentations à destination du public scolaire (+6 par rapport à N-1) entrant par là même dans les objectifs fixés par la Convention Pluriannuelle d'Objectifs renouvelée pour la période 2025-2026.

La progression de l'exposition de Théâtre s'avère ainsi continue depuis plusieurs exercices, notamment au niveau des représentations (+7 par rapport à N-1, +13 par rapport à N-2), tout comme son taux de remplissage qui se consolide au-delà des 90% si l'on excepte le taux relatif aux spectacles Taire et Tonight, avec un pic à 92,55 % sur le premier semestre.

2. Subventions complémentaires attribuées au titre de l'exercice N-1 non reconduites sur 2025 et une baisse de la subvention Région sur l'exercice

Prenant en considération les problématiques structurelles inhérentes au Théâtre du Jeu de Paume, la mairie d'Aix en Provence avait acté le versement d'une subvention complémentaire à hauteur de 120 000 €, et la Métropole Aix-Marseille-Provence avait quant à elle abondé sa participation d'une subvention complémentaire au titre de l'exercice N-1 visant à renforcer et conforter les activités du Théâtre du Jeu de Paume pour un montant de 50 000 €.

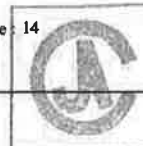
Ces participations complémentaires, d'un montant total de 170 000 € n'ont pas été renouvelées sur l'exercice et la Région a quant à elle réduit son financement historique de 10% pour le porter à 90 000 € au titre de l'exercice 2025.

Le Théâtre du Jeu de Paume a donc clôturé l'exercice le 31/12/2025 avec 180 000 € de contributions des collectivités en moins par rapport à N-1.

3. Continuité du partenariat entre le Théâtre du Jeu de Paume et le Théâtre d'Arles, dans le cadre du dispositif " Mieux produire, Mieux diffuser ", et maintien de la dotation de la DRAC sur l'exercice.

Ce dispositif, pour rappel initié par le Ministère de la Culture, vise à mettre en œuvre une politique d'aide et de soutien à la création artistique du spectacle vivant prenant en compte l'aide à la création puis la diffusion d'œuvres par des acteurs de diffusion agissant sur un territoire commun.

Ce partenariat, qui avait fait l'objet d'une convention signée le 10/06/2024 entre les deux parties se situe donc à 70 000 € à la clôture de l'exercice pour ce qui est de la part reçue par le Théâtre du Jeu de Paume.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le placement sous la tutelle de l'Etat, et du sous-préfet en particulier, de la Métropole Aix-Marseille-Provence crée une incertitude quant aux prévisions de dotation pour le Théâtre du Jeu de Paume

Poursuite de la baisse de la subvention de la Région actée sur l'exercice : la notification de subvention pour l'exercice est en baisse de 4% par rapport à N-1.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

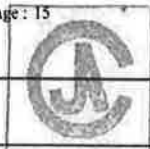
Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice ainsi que le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent à l'exception de l'application du règlement ANC 2022-06.

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'Association applique le règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le Plan comptable général. Ce texte a notamment introduit une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel, supprimé la technique des transferts de charges, modernisé la nomenclature des comptes et les modèles d'états financiers, ainsi que la présentation de certaines informations en annexe.

Ce changement de réglementation comptable constitue un changement de méthode



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

comptable au sens des articles 121-2 et 833-2 du Plan comptable général.

Conformément aux dispositions de ce règlement, il est appliqué de manière prospective à compter de l'exercice 2025, sans retraitement des exercices antérieurs, sous réserve des reclassements de postes nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation.

L'impact du changement de réglementation a été déterminé à l'ouverture de l'exercice, en précisant les postes concernés. Il porte principalement sur :

- la présentation du résultat exceptionnel, désormais limitée aux éléments résultant d'événements majeurs et inhabituels
- la suppression des transferts de charges, les montants précédemment enregistrés dans ces rubriques étant désormais présentés, selon leur nature, dans les postes de charges ou de produits correspondants
- certains reclassements de postes au bilan et au compte de résultat afin de respecter les nouveaux modèles prévus par le règlement ANC n° 2022-06.

L'application de cette nouvelle réglementation comptable n'a pas d'incidence sur le montant des capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2025, les modifications portant uniquement sur la présentation et la ventilation de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Conformément à l'article 833-2 du Plan comptable général, le changement de réglementation sur les principaux postes de l'exercice 2025 impacte essentiellement :

- certaines opérations exceptionnelles lesquelles sont désormais enregistrées en résultat d'exploitation
- les transferts de charges au titre des refacturations de mise à disposition, désormais enregistrés en autres produits d'exploitation

Informations générales complémentaires

Conformément au nouveau règlement comptable 2018-06, nous vous précisons que l'objet social de l'Association du théâtre du Jeu de Paume consiste dans la production, l'exploitation ou la diffusion de toute forme de spectacles vivants et notamment théâtrale en s'affirmant comme :

- lieu de création ouvert aux acteurs et aux metteurs en scène : elle est une structure d'accompagnement d'œuvres novatrices tout à la fois pour des jeunes metteurs en scène ou pour des talents confirmés
- lieu de promotion pour de jeunes talents : elle participe à l'émergence de jeunes compagnies issues notamment de la région
- lieu de production ou de co-production : elle s'inscrit dans le réseau des grandes institutions et permet aux artistes, en leur ouvrant son plateau, de bénéficier d'une logistique adaptée
- lieu de diffusion : elle inscrit dans la mesure du possible les spectacles dans la durée afin de multiplier les rencontres avec les différents intervenants culturels et de favoriser



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

la venue de nouveaux publics.

Par sa collaboration affirmée avec l'Association du Théâtre du Gymnase et des Bernardines et du Grand Théâtre de Provence, elle porte un projet tout à fait singulier à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille favorisant la mobilité des publics, la richesse des propositions artistiques et l'émergence de dynamiques nouvelles à l'échelle de ce territoire. Pour réaliser ces objectifs, l'Association peut utiliser tout moyen d'expression et de diffusion.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement TOTAL	790 870		
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	16 389		
Installations générales agencements aménagements des constructions	236 122		666
Installations générales agencements aménagements divers	338 859		35 921
Matériel de transport	4 178		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	188 829		4 172
TOTAL	767 988		40 759
Prêts, autres immobilisations financières	2 870		2 230
TOTAL	2 870		2 230
TOTAL GENERAL	1 578 117		42 989

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement TOTAL			790 870	790 870
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			16 389	16 389
Installations générales agencements aménagements constr.			236 788	236 788
Installations générales agencements aménagements divers			374 780	374 780
Matériel de transport			4 178	4 178
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			193 001	193 001
TOTAL			808 747	808 747
Prêts, autres immobilisations financières	2 640		2 460	2 460
TOTAL	2 640		2 460	2 460
TOTAL GENERAL	2 640		1 618 466	1 618 466

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025



Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL	790 870			790 870
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	16 389			16 389
Installations générales agencements aménagements constr.		157 381	22 270		179 651
Installations générales agencements aménagements divers		302 617	12 730		315 347
Matériel de transport		4 178			4 178
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		170 420	5 915		176 334
	TOTAL	634 597	40 915		675 511
	TOTAL GENERAL	1 441 855	40 915		1 482 769
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Instal.générales agenc.aménag.constr.	22 270				
Instal.générales agenc.aménag.divers	12 730				
Matériel de bureau informatique mobilier	5 915				
	TOTAL	40 915			
	TOTAL GENERAL	40 915			



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	74 494	36 594		0-	111 089
Excédent ou déficit de l'exercice	36 594	36 594-	29 384-		29 384-
Situation nette	111 089		29 384-	0	81 704
Subventions d'investissement	119 168		37 332	37 048	119 452
TOTAL I	230 256		7 948	37 047	201 156

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	52 500		34 654		70 000	87 847	87 847
Mieux produire 2024	52 500		34 654			17 847	17 847
Mieux produire 2025					70 000	70 000	70 000
TOTAL	52 500		34 654		70 000	87 847	87 847

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices





ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges		52 888	1 210		51 678
Autres provisions pour risques et charges	52 888		52 888		
TOTAL	52 888	52 888	54 098		51 678
TOTAL GENERAL	52 888	52 888	54 098		51 678
Dont dotations et reprises d'exploitation			1 210		

Litiges prud'homaux relatifs à deux salariés

Deux salariés ont assigné leurs employeurs respectifs, soit le Théâtre du Gymnase et le Grand Théâtre de Provence.

Pour rappel, l'organisation et le modèle économique du groupement des Théâtres reposent sur un principe de mutualisation des coûts, garantissant ainsi la pérennité et l'efficacité de son fonctionnement.

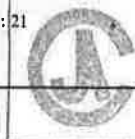
A cet effet, des conventions de mise à disposition de personnel, préalablement autorisées par les organes décisionnaires des structures, sont régulièrement signées entre les parties prenantes, précisant les modalités de refacturation des coûts des salariés au prorata de leur temps de mise à disposition.

Conformément au principe de mutualisation qui régit le modèle économique du groupement, la direction a estimé que ces coûts soient, in fine, répartis selon les clés de répartition appliquées à la mise à disposition, soit directement, soit indirectement via le GIE.

Ce faisant, et après validation du Conseil d'administration du 31/03/2025, la direction a estimé la provision à 51 678 €

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	2 460		2 460
Autres créances clients	49 832	49 832	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	600	600	
Taxe sur la valeur ajoutée	60 668	60 668	
Divers état et autres collectivités publiques	81 000	81 000	
Débiteurs divers	455	455	
Charges constatées d'avance	19 222	19 222	
TOTAL	214 236	211 776	2 460



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	208 418	208 418		
Personnel et comptes rattachés	18 571	18 571		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 037	65 037		
Taxe sur la valeur ajoutée	17 020	17 020		
Autres impôts taxes et assimilés	7 019	7 019		
Produits constatés d'avance	43 170	43 170		
TOTAL	359 236	359 236		

Frais de recherche appliquée et de développement

Il s'agit du détail du poste Frais de recherche et de développement au bilan.

Les dépenses engagées ont été inscrites en immobilisations, car il s'agit de frais afférents à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de rentabilité commerciale.

La durée d'amortissement est fonction de la Nature des frais engagés et de la durée de vie probable des projets, à savoir :

- Aladin = 261 161 €
- De l'or et de la paille = 86 465 €
- De l'imagination = 55 406 €
- L'enfant caché = 66 019 €
- La plus précieuse marchandise = 124 018 €
- L'amour médecin = 193 798 €

La durée d'amortissement est fonction de la nature des frais engagés et de la durée de vie probable des projets.

Au 31/12/2025, l'ensemble des frais de création sont entièrement amortis.

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Site internet	16 388	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	1 712
Autres créances	81 000
Total	82 712

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 998
Dettes fiscales et sociales	25 881
Total	73 879



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	19 222
Total	19 222
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	43 170
Total	43 170

Subventions d'équipement

Subvention d'investissement :

Subvention Mairie de 2017 à 2025 = 237 500 €

Subvention DRAC = 30 000 €

Subvention UNADEV = 10 833 €

Subvention ASSAMI = 6 500 €

Total = 284 833 €

Quote part des subventions reprise en résultat 31/12/2025 = 165 381 €

Solde net des subventions d'investissement = 119 452 €

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention de la villa d'Aix en provence	931 310
Subvention de la métropole	263 302
Subvention du conseil général	40 000
Subvention du conseil régional	87 767
Subvention de l'état	148 759
Total	1 471 138

Rémunération des dirigeants

Informations sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature : 251 966 € bruts.

Effectif moyen

Effectif moyen annuel 2025 : 16 personnes



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires dont bénéficient l'Association sont :

- mise à disposition par la Municipalité des investissements (matériels, mobilier, informatiques ...) réalisés anciennement par la Régie personnalisée du Théâtre du Jeu de Paume
- un prêt de locaux consenti par la Commune pour y installer son siège y accueillir son équipe professionnelle, y tenir ses réunions et animation avec ses membres et ses partenaires.

il s'agit des locaux dont les caractéristiques sont les suivantes :

21 rue de l'opéra à Aix en Provence 13100

Valeur locative estimée = 75 146 € hors charges

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6 700 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice. Cependant, l'Association a souscrit au cours de l'exercice 2020 avec la Compagnie Swisslife un contrat collectif Indemnités de Fin de carrière visant à externaliser le financement de ce passif social. Le fonds a été abondé depuis 2020 de 120 000 € (dont 10 000 € versés au cours de l'exercice 2024) permettant de couvrir en partie les coûts des départs en retraite des salariés de l'Association proche la retraite. Au 31.12.2025, le fonds est estimé à 121 328 €

